



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Plan de relance européen

Question au Gouvernement n° 3234

Texte de la question

PLAN DE RELANCE EUROPÉEN

M. le président. La parole est à M. Michel Castellani.

M. Michel Castellani. Ma question s'adresse au ministre de l'économie et des finances qui est aussi, rappelons-le, celui de la relance. Notre groupe salue l'accord trouvé, cette nuit, au Conseil européen, car la signature d'un plan de relance qui s'appuie sur un emprunt commun aux Vingt-sept...

M. Fabien Di Filippo. Et la création d'un impôt européen !

M. Michel Castellani. ...est une avancée indéniable de la construction européenne même si notre enthousiasme peut être tempéré par les rabais octroyés à certains pays ou les concessions accordées dans le cadre du prochain budget pour la période 2021-2027. Il demeure que cet accord est un tournant.

Il doit désormais être décliné dans chaque pays membre. Dès le 3 juin, l'Allemagne dévoilait un plan de relance de 130 milliards pour deux ans. La semaine dernière, le Premier ministre a esquissé un plan de 100 milliards.

Si nous avons bien compris, 40 % de ce montant sera financé par l'Europe et le plan européen ne s'ajoutera pas au plan français, lequel devrait être dévoilé lors du conseil des ministres du 24 août et intégré dans le projet de budget pour 2021. Le hiatus est regrettable.

Nous avons insisté sur la nécessité de nous projeter rapidement dans la relance car la vague de défaillances des entreprises est imminente.

Par ailleurs, 30 % du budget du plan européen sera consacré à la lutte contre le réchauffement climatique, contre seulement 20 % du plan français. Corrigerez-vous votre répartition ? Nous regrettons d'ailleurs que l'accord obtenu autour du troisième projet de loi de finances rectificative ait fait sauter les avancées destinées à accélérer la rénovation énergétique des habitations.

Dans la déclinaison de ce plan de relance, il nous semble indispensable d'associer sans attendre le Parlement et les collectivités, notamment l'échelon régional. Aussi, monsieur le ministre, vous faisons-nous une proposition : organisez la consultation du Parlement et des territoires, quitte à y travailler tout l'été. Le Président de la République évoquait l'union nationale : êtes-vous prêt à saisir l'occasion de la mettre en œuvre ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe LT.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie, des finances et de la relance*. C'est vrai, l'accord trouvé cette nuit est un immense succès, pour le Président de la République, pour cette majorité, pour la France, pour le couple franco-allemand, pour l'Europe tout entière. La France pourra ainsi disposer immédiatement de 40 milliards pour financer le plan de relance de 100 milliards que je présenterai, à la demande du Premier ministre et du Président de la République, au conseil des ministres le 24 août.

M. Marc Le Fur. C'est bien tard !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Les consultations ont déjà commencé puisque, à 17 heures, je discuterai avec des parlementaires – vous êtes le bienvenu –, des différentes mesures et propositions qui doivent permettre d'assurer la relance.

Je consulterai demain, à la demande du Premier ministre, l'ensemble des partenaires sociaux pour discuter des mesures économiques les plus efficaces, en gardant à l'esprit un seul objectif, celui de l'emploi, et en priorité l'emploi des jeunes, dès la rentrée prochaine.

Quant à la relance, je tiens à vous rassurer, elle est d'ores et déjà d'actualité puisque les mesures inscrites dans le troisième projet de loi de finances rectificative seront immédiatement applicables et devraient permettre de soutenir avec efficacité la croissance.

Pour ce qui est du caractère durable de cette relance, vous avez regretté que seuls 20 % du budget du plan de relance français soient consacrés à l'environnement et à la transition écologique. Avec Barbara Pompili, ministre de la transition écologique, j'ai souhaité porter à 30 % la part des crédits de la relance consacrés à la transition écologique. Notre relance sera verte ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Castellani](#)

Circonscription : Haute-Corse (1^{re} circonscription) - Libertés et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3234

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et relance

Ministère attributaire : Économie, finances et relance

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 juillet 2020](#)